

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

**Manifestation à 10h 30
Place de la République
1er Mai**

**A L'APPEL
du PCMLF et du PCRML**

avec la participation de :
L'Organisation du Travailleur tunisien (El
Amel Tounsi), PTHB (Turquie) Parti commu-
niste (marxiste-léniniste) d'Argentine, Comité
pro-fondation du parti des travailleurs domi-
nicains (PTD), Parti communiste révolution-
naire d'Uruguay, PCTP-MRPP, ASEC, UEIF
(CISNU), FMEE, AGE (Gabon)

Editorial

Réunion du Comité central du PCF

L'art d'enterrer les questions

La première réunion du Comité central du PCF depuis les élections législatives de mars se terminait ce jeudi soir, à Paris, dans l'immeuble luxueux de la place du colonel Fabien. Cette réunion s'est tenue à huis clos. Elle était très attendue au moment où, de tous côtés, monte un vent de révolte contre les méthodes et la ligne de la direction de ce parti. Beaucoup se demandaient si les critiques de la base apparaîtraient dans les travaux du Comité central. Il semble bien (nous n'avons pas en main tous les documents à l'heure où nous écrivons) que, encore une fois, Marchais, Leroy et Cie ont réussi à noyer le poisson. Il suffit de lire l'éditorial de René Andrieu dans l'« Humanité » de ce jeudi pour comprendre comment cela fonctionne.

Tout d'abord, Georges Marchais ouvre la réunion par un long rapport qui pleurniche sur les conditions de vie et les hausses de prix, histoire de se mettre tout le monde dans la poche (car, qui ne serait pas d'accord ?) ; ensuite, il s'en prend aux réactionnaires à qui il reproche d'être... réactionnaires, et enfin il se félicite des succès remportés par le Parti communiste français (même si ce parti a reculé de 0,8 % des voix). Enfin, comme il faut bien parler du sujet du jour, Marchais reconnaît l'existence d'un débat très certainement « riche et fructueux » dans le parti et il conclut par une envolée sur le 22e congrès, sur l'union du peuple de France et sur le socialisme « aux couleurs de la France ». Les trompettes peuvent saluer.

Les critiques publiques qui ont fusé, ces derniers temps, seront méprisées, la « discussion » du Comité central est là pour montrer qu'elles n'ont pas de raison d'être en dehors des voies incontrôlées par l'appareil du parti.

Mieux, le Comité central va tenter une nouvelle fois de réussir à parler du débat sans parler des idées débattues (voir article page 3). D'ailleurs, jeudi matin, René Andrieu écrivait : « Le débat en cours nous permettra de progresser dans la voie ouverte par le 22e congrès ». Ce qui est un tour de force quand on sait que Georges Marchais a prétendu n'avoir reçu qu'une trentaine de lettres contestataires, il y a quelques jours.

Bref, l'objectif de la réunion du Comité central du PCF est de donner l'image d'une direction unie, unie pour enterrer les interrogations nées de l'échec de la « stratégie du passage pacifique au socialisme ».

NUMERO SPECIAL 1er MAI

Notre prochaine édition, datée du 29-30 avril, sera un numéro spécial de douze pages devant être diffusé massivement pour le 1er Mai, notamment en direction des militants et sympathisants du PCF.

Elle comprendra notamment un dossier de quatre pages portant sur l'analyse du Parti « communiste » français, extrait du rapport politique présenté au 3e congrès du PCMLF, accompagné d'un article de présentation sur les contradictions qui se développent au sein du PCF.

LIBERATION DES PRIX : UNE LIBERTE QUI COUTE CHER

**Le Conseil des ministres a décidé la hausse
généralisée des tarifs publics (Voir page 8)**



Après le retour de Said Smihi NOUVELLE VICTOIRE CONTRE LES EXPULSIONS

C'est mercredi, un peu après 21 h, à l'aéroport de Roissy, que Ben Mohamed Lamine Aziz et Koury Baka ont retrouvé leurs familles après bientôt six mois de séparation brutale.

Tous les deux sont Mauritaniens ; ouvriers aux usines Renault de Flins, ils avaient été arbitrairement expulsés à la Toussaint 1977. C'est dans le même avion que Said Smihi qu'ils avaient quitté la France,

laissant derrière eux femmes et enfants.

Une fois arrivés en Mauritanie, Aziz et Baka avaient été gardés en prison pendant deux mois. Depuis, ils attendaient l'abrogation de l'arrêté d'expulsion afin de rejoindre leurs familles en France et de reprendre leur travail. Aujourd'hui, c'est chose faite. C'est là un nouveau succès de la lutte contre les expulsions.

Tous ceux qui avaient

contribué à ce retour étaient représentés à Roissy pour les accueillir. Leurs familles et leurs proches, une délégation de la CFDT Renault-Flins et une autre du Comité pour le retour de Said Smihi, tous rassemblés dans le hall des arrivées autour de la banderole « Français-immigrés, tous unis ! ».

C'est le fils d'un des deux expulsés, un petit garçon de sept ans qui, juché sur les épaules de

Latifa Smihi, les aperçut le premier et déclencha les applaudissements, saluant leur retour.

Ainsi, trois expulsés de la Toussaint sont revenus ; restent à connaître les noms des trois travailleurs qui étaient également sous le coup d'un arrêté d'expulsion, mais que la police n'avait pas trouvé à l'époque. Ces arrêtes d'expulsion doivent eux aussi être officiellement abrogés.

• Argentine

Quand les loups se mangent entre eux

Alors que la junte fasciste argentine doit désigner aujourd'hui un président de la République « qui ne soit pas un militaire en activité », et cela, à seule fin, de limiter l'actuel cumul de fonction de Videla qui est actuellement président et commandant en chef de l'armée, les dissensions au sein de la junte se font de plus en plus évidentes. Alors que le gouvernement ne cesse de proclamer ses bonnes intentions d'instaurer une « véritable démocratie », la junte instaure la terreur jusque dans son propre sein.

Vendredi dernier, elle a fait fermer pour trois jours deux quotidiens, « la Opinión » et « Cronica », pourtant contrôlés par un militaire en retraite et considérés comme les porte-paroles officiels de l'armée. Ceux-ci avaient donné pour certain le renouvellement du mandat de Videla à la tête de l'État.

La « Opinión » est repa-
rue, mais sans son ancien di-
recteur. Cette fermeture at-
teste des graves divergences
existant dans les forces ar-
mées. Peu de temps après,
on apprenait l'arrestation,
dimanche, des deux diri-
geants du Parti radical, ainsi
que l'inculpation de plu-
sieurs centaines de ses mili-
tants. Ce Parti radical, qui
n'a de radical que le nom,
avait osé publier un docu-
ment demandant le retour à
la vie démocratique... La po-
lice fédérale les accuse d'a-
voir violés la loi suspendant
l'activité des partis politi-
ques. Ce dernier fait, la ré-
pression contre le deuxième
parti du pays, parti qui n'a
pour autant rien de subversif,
est également à replacer
dans les luttes qui se mènent
à l'intérieur des différents
clans fascistes et dans la fu-
ite en avant dans la répres-
sion à laquelle la junte est
réduite devant l'essor des
luttes et son isolement gran-
dissant au niveau internatio-
nal. A quelques semaines du
« Mundial », la situation va
décliner très mal pour
les généraux argentins...



Le 25 Avril 1974, le fascisme tombait au Portugal

Quatre ans après...

Il y a quatre ans, le 25 avril 1974, le régime fasciste et colonialiste de Caetano tombait à la suite d'un coup d'État organisé par le « Mouvement des forces armées ». Depuis 1931, le fascisme était au pouvoir avec pour chef Salazar jusqu'en 1970, puis Caetano. Tous deux ont mené une politique d'oppression coloniale et de répression à l'intérieur du pays.

Aucune liberté, l'unique droit de se taire, une vie difficile, telle était la réalité du Portugal. Pourtant, il y avait tout de même des luttes, des grèves ouvrières.

Nous devons porter une particulière attention à la situation dans les colonies portugaises de cette époque : Guinée, Îles du Cap Vert, Angola, Mozambique. C'est la lutte de ces peuples pour leur indépendance, en liaison avec celles du peuple portugais qui ont fait tomber ce régime.

Depuis 1960, ces mouvements de libération nationale menaient une lutte implacable contre le colonialisme portugais, soutenu totalement par l'impérialisme américain. C'est ce dernier qui ramassait la quasi-totalité du bénéfice tiré du pillage dans ces pays colonisés : le capital portugais, lui, ne récoltait que les miettes.

Pourtant, les gouvernements de Salazar et de Caetano poursuivaient la guerre coloniale avec toujours plus d'intensité, à mesure que les peuples remportaient des victoires et que les territoires libérés s'agrandissaient. Cet effort militaire supplémentaire eut pour conséquence une situation économique catastrophique.

Les officiers de l'armée présents dans ces colonies se rendaient compte que cette situation ne pouvait plus durer et, en juillet

1973, naquit le « Mouvement des Forces armées » avec pour porte-parole Spínola. Ce dernier dans son ouvrage publié en février 1974 « Le Portugal et le futur » expliquait alors, qu'il fallait en finir avec cette guerre coloniale et préconiser des mesures qui n'étaient autres que la mise en place d'un système néo-colonial. En mars 1974, Spínola est limogé de ses fonctions. Les choses se précipitaient et le 25 avril, c'est le coup d'État renversant le fascisme et mettant fin à la guerre coloniale.

Aussitôt, c'est l'explosion populaire, l'espoir. Les travailleurs, étudiants descendent dans les rues, vont en masse devant le siège de la tristement célèbre police politique, la PIDE, pour exiger l'arrestation de ses agents.

Ils se rassemblent aussi devant la prison de Caxias pour exiger la libération des prisonniers politiques. Les libertés démocratiques sont accordées mais le peuple portugais veut aller plus loin. La guerre coloniale doit prendre fin rapidement mais ce que veulent les peuples d'Angola, de Guinée-Cap Vert, du Mozambique, c'est le retrait inconditionnel des troupes d'occupation et une indépendance totale.

Quatre ans plus tard, le Portugal n'a plus ses colonies. Pour le peuple portugais, ce n'est plus le fascisme mais ses conditions de vie sont toujours très diffi-

ciles. L'immense espoir du 25 avril est déçu.

UN ESPOIR DÉÇU

Peu à peu, les conquêtes du 25 avril sont grignotées. La mise en place du récent gouvernement dirigé par le socialiste Soares a accéléré ce processus. Composé de membres du PS et du CDS (qui représente la droite traditionnelle), le gouvernement montre un réel virage à droite. Ce qui avait été amorcé, quelques mois plus tôt, se développe rapidement : les terres sont restituées aux anciens propriétaires de l'époque fasciste, les entreprises sont rendues aux anciens patrons, ce que l'on appelait le contrôle ouvrier n'est même plus un semblant de réalité.

Quant à l'armée, elle rentre peu à peu dans une hiérarchie traditionnelle.

Tout rentre dans l'ordre : la vieille bourgeoisie traditionnelle a récupéré peu à peu ses droits et ses biens aux dépens d'une bourgeoisie bureaucratique PC-PS qui n'a pas pu se maintenir au pouvoir.

L'économie connaît une effroyable crise. Le gouvernement a récemment décidé une série d'augmentations des prix des produits taxés. Augmentation de 25 à 50 % des tarifs des services publics comme l'eau, l'électricité et les transports ; augmentation de 20 à 25 % des prix des produits de première nécessité, augmentation de 20 % des impôts. Les salaires sont toujours gelés.

On imagine ce que cela signifie pour le budget d'une famille ouvrière... Ces mesures discriminent avant tout les plus défavorisés ; des femmes sont descendues dans la rue pour protester.

En guise de réponse, le gouvernement leur a envoyé la police.

Le PCP en profite pour relever la tête. Le souvenir de sa tentative de coup d'État en 1975 s'estompe des mémoires et il se présente comme la seule alternative face au gouvernement antipopulaire de Soares. Son emprise gagne au sein des syndicats aux dépens du PS, discrédité par la politique qu'il mène au coude à coude avec la droite traditionnelle.

QU'EN RESTE-T-IL ?

Faut-il dire pour autant que le 25 avril n'a rien apporté ? Ce serait nier tout

un aspect des choses. Le 25 avril qui a eu pour cause principale le problème colonial a, à son tour, servi ces peuples en lutte en précipitant leur indépendance. Et s'il est vrai que les conquêtes du 25 avril sont rognées, le Portugal n'est plus sous le joug du fascisme.

Cependant, cette évolution antipopulaire du régime est logique car cette « révolution du 25 avril », ce n'est pas le peuple qui l'a dirigée même s'il y a fortement participé. Les fondements de la société, le système capitaliste n'a pas été ébranlé, il est toujours debout et fait toujours subir son exploitation.



Arrestation d'un agent de la PIDE (la police politique fasciste).

Japon

Les paysans de Narita sont décidés à aller jusqu'au bout

Le gouvernement japonais a décidé de rendre plus sévère encore la législation contre les manifestants qui empêchent depuis maintenant sept ans l'ouverture de l'aéroport de Narita. Face à l'opposition des paysans, soutenus par des écologistes et des militants d'extrême-gauche, cette ouverture avait déjà dû être reportée deux fois cette année, la dernière fois, le 30 mars, après la destruction par les manifestants des installations de la tour de contrôle.

Cette manifestation d'une violence inouïe avait fait plusieurs morts de part et d'autre ! Il est peu probable qu'une quelconque législation entamera la détermination des paysans de Narita qui se sont déclarés prêts à aller jusqu'au bout.



Manifestation à l'aéroport de Narita.



PCF

Des critiques internes qui feront boule de neige

Un score électoral de 20,6 % des suffrages exprimés, soit un recul de 0,8 %, ce fut le détonateur de la crise que connaît le PCF. Cette crise qui couvait depuis longtemps déjà...

La crise est grave, comme le PCF en a connue plusieurs et chaque fois cela marque un tournant dans sa ligne politique. Il faudrait plutôt dire un pas en avant dans la même voie. En ces jours où se réunit le Comité central, quelle est la situation du parti de Marchais ?

De nombreux militants remettent en cause le centralisme démocratique tel qu'il est vécu dans le PCF, c'est-à-dire l'absence de démocratie. D'autres vont plus loin, et remettent en cause la stratégie même de leur parti : l'alliance avec le PS, l'Union du peuple de France, la stratégie d'accession au pouvoir.

La presse du PCF connaît une crise. Nous disions dans notre édition d'hier comment, à des titres divers, « Paris-hebdo », organe de la fédération de Paris, « La Marseillaise » du sud de la France, « La nouvelle critique » ou le « Point du jour », de la région Rhône-Alpes étaient les signes évidents.

Nous avons pu constater comme de nombreux lecteurs, qu'ici ou là, la vie politique des cellules du PCF se réduisait à des discussions contradictoires qui ne regroupent même pas tous les militants. La pratique militante (tracts, affiches, débats publics) est mise en sommeil.

Trop nombreux sont les militants de base qui ne savent plus où ils en sont.

Le PCF perd par ailleurs de son influence dans les masses de travailleurs. La CGT où il est plus que largement influent, a perdu des voix. Les appels aux femmes, aux écologistes, lors des élections, sont restés sans effet. Le Mouvement de la jeunesse du PCF continue de patauger dans des schémas de campagne qui n'attirent que quelques jeunes et pendant quelque temps seulement.

La contestation la plus évidente vient aussi d'intellectuels en vue : Ellenstein ou Althusser, mais aussi Jean Rony de « France-nouvelle », hebdomadaire du PCF, ou Molina et Vargas, militants responsables.

A l'heure où nous mettons sous presse, nous ne savons pas encore quel est le contenu du discours qu'a tenu Marchais au Comité central de crise réuni mercredi et jeudi. « L'Humanité » le publie ce vendredi matin. Mais ce qui est sûr, c'est que toutes ces critiques, toutes ces inquiétudes, toutes ces crises qui ballottent le PCF feront boule de neige, quelle que soit l'adresse qu'emploiera Marchais à récupérer tout ce mécontentement.

Sans doute, reparleront-ils beaucoup du XXIIe Congrès dans les semaines à venir, puisqu'il reste le point de référence de bien des contestataires. Nous y reviendrons nous aussi.

Comme nous reviendrons sur les critiques et les questions que posent Ellenstein, Althusser et aussi d'autres. Comme nous reviendrons sur le cheminement historique du PCF, qui l'a amené dans la crise où il est aujourd'hui.

Comme nous le disait un secrétaire de section du PCF, qui vient de rompre avec son ancien parti : « Ce parti, ce n'est même plus un parti. Il faut tout revoir ».

Le Comité du 19e arrondissement des AMITIÉS FRANCO-CHINOISES Propose une réunion-débat sur le thème LA JUSTICE EN CHINE

Avec la participation de juristes qui se sont récemment rendus en Chine populaire
Vendredi 28 avril à 20 h 30
20, rue de Tanger - 19e - Mo Riquet

BREST

Manifestation le lundi 1er mai à 14 H
Terre-plein des syndicats
A l'appel de l'Humanité rouge, JCMLE, UOPDP
avec le soutien du PCMLF et du PCRML

Le conflit sommeille au sein du PS



Michel Rocard, l'homme fort du PS : « Le PC a réussi l'exploit de sauver, le 19 mars, une coalition de droite divisée et moralement battue. Il mettra des années à le payer... ». Et Pierre Mauroy, qui fait figure d'arbitre dans le débat interne du PS : « Le Programme commun était, ces derniers temps, un carcan dans lequel nous étions tous enfermés et qui nous a, c'est vrai, gêné aux entournures ».

Le Parti socialiste s'est constitué et s'est développé autour d'une idée politique centrale : l'alliance avec le PCF pour gérer la France.

Il est inévitable qu'après l'échec électoral du 19 mars, un conflit surgisse au sein de ce parti comme il a surgi au sein du PCF et des radicaux de gauche (démission de Fabre par exemple).

Toutefois, aujourd'hui au sein du PS, le conflit n'a pas pris la même ampleur politique qu'au sein du parti de Marchais. Il s'exprime dans certaines régions seulement, le Vaucluse par exemple. Nous expliquons ici en détail le cas d'Orléans.

Comme on le verra dans ce parti social-démocrate les conflits intérieurs s'expriment souvent dans un premier temps sous forme de luttes de personnes et de courants. C'est tout un imbroglio qui peut donner l'impression parfois que le débat n'est pas politique.

Or, à Orléans, comme à Paris, comme dans tout le PS, trois grands courants représentent trois grandes stratégies politiques qui se disputent au sein du parti de Mitterrand.

Le CERES, tendance constituée et organisée depuis toujours, reste la plus proche du PCF, la plus fer-

vente de l'unité avec lui.

Michel Rocard est à la tête d'une catégorie de militants qui s'étaient montrés durs vis-à-vis du PCF, peu conciliants. Cette tendance a pris de l'importance au fur et à mesure que le PCF se lançait dans une vaste campagne de critiques publiques au PS avant les élections. Depuis le 19 mars, Rocard apparaît comme l'homme fort du Parti socialiste.

Enfin, il reste toujours au sein du PS toute une série de militants de l'ancienne FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste). Ils sont en général réticents par rapport à une alliance avec le PCF.

Au delà de ces trois courants, les dirigeants et militants du parti de Mitterrand savent bien que c'est l'Union de la gauche qui a fait de leur parti le premier parti de France. Pour l'instant, rares sont ceux qui envisagent de quitter cette stratégie d'union avec le PCF.

Mais le Programme commun n'existe plus. L'Union de la gauche non plus. Les militants du PS sont dans une situation d'attente. Un jour, il faudra à nouveau choisir. Pour l'instant, le conflit sommeille. A Orléans il a déjà éclaté, en voici les données.

L'exemple d'Orléans

A l'occasion des élections municipales partielles qui ont eu lieu très récemment à Orléans, une très vive polémique s'est engagée entre les différentes tendances qui cohabitent au sein du Parti socialiste.

La concrétisation de cette rivalité a été la formation de deux listes.

CES DEUX LISTES

L'une était composée de deux anciens conseillers municipaux élus en 1971 et qui ont été sortis en 1977 (Pierre Thibault et Paul Lacube) cette liste était soutenue par le Mouvement des radicaux de gauche, le Mouvement des démocrates de Michel Jobert et douze anciens conseillers municipaux PS et MRG élus en 1971 (ex-FGDS).

Pierre Thibault et Paul Lacube (ancien maire-adjoint de Thinat de 1971 à 1977, du temps où celui-ci était à gauche) incarnant la vieille social-démocratie.

Pierre Thibault a été président de la défunte Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS). Outre les anciens conseillers municipaux, cette liste a reçu le soutien des militants du PS, de membres de la commission exécutive du PS du Loiret dont un certain

fraction de la tendance majoritaire à Orléans (tendance Rocard).

La situation évolua rapidement. Dans une mise au point du PS parue dans « La République du Centre » du 12 avril 1978 trois responsables dont les deux secrétaires de section d'Orléans et La Source apportèrent leur soutien à De la Fournière et tiraient un tract sur la candidature Thibault-Lacube : « En se présentant contre les candidats investis par le Parti socialiste Pierre Thibault s'est placé de lui-même en dehors du Parti socialiste ». C'est l'exclusion de fait.

ET CE N'EST PAS FINI

Le résultat des élections confirmera la division du PS. De la Fournière-Thomas obtiendront 20, 20 % des voix et Thibault-Lacube 8,5 % des voix. Mais dans certains quartiers, cette liste obtiendra plus de 10 % (quartiers populaires). Et dans trois bureaux, plus de 15 %. Ce n'est donc pas une défaite pour les deux « scissionnistes ».

Mais la lutte n'est pas terminée. A peine le résultat des municipales connu, un quatrième groupe de militants et adhérents du PS

prend la plume et attaque dans « La République du Centre ». Parmi eux, on y trouve un conseiller général élu en 1976 : Jean-Pierre Delfort. Ils appellent carrément à un congrès extraordinaire au niveau fédéral.

« Dans la Loiret, la crise verbale due en particulier à la mainmise d'un petit groupe sur le secrétariat du Parti, (c'est De La Fournière qui est visé - NDLR) rend nécessaire le développement d'un large débat qui ne peut avoir lieu que dans le cadre d'un congrès fédéral extraordinaire ».

Tout en condamnant Thibault, ils critiquent violemment De la Fournière. Ils regrettent l'absence d'une liste unique PC-PS, ils regrettent le choix fait en matière de candidats (des battus aux législatives). Ils réclament aussi l'avancement du congrès ordinaire au niveau national.

La lutte promet donc d'être chaude au moins entre De La Fournière et ceux qui le suivent et Delfort et ceux qui le suivent. Les autres étant considérés comme relativement marginaux. Cette crise ouverte risque aussi d'avoir des répercussions au niveau national. Voilà qui représente un intérêt certain.

D'AUTRES VOIX

Mais d'autres voix se sont faites entendre. Six adhérents du PS ont écrit une lettre ouverte dans « La République du Centre » du 11 avril 1978. Ils se situent dans le cadre de l'Union de la gauche, refusent de jeter l'anathème sur le seul PCF et se battent pour que le PS analyse ses erreurs.

Ils souhaiteraient une candidature unique de gauche. Ils refusent l'autosatis-



• St Denis

Après l'incendie à la cité, communiqué de presse de la Fasti

La Fasti (Fédération des Associations de solidarité avec les Travailleurs Immigrés) après l'incendie à la cité de transit des Francs Moins à Saint-Denis dénonce une nouvelle fois l'insécurité qui réside dans les constructions de logements prévus pour les immigrés, qu'il s'agisse de cités de transit ou de foyers.

La cité de transit de Saint-Denis, comme beaucoup d'autres, était prévue pour durer huit ans. Voilà dix ans qu'elle fonctionne. Les familles qui y ont été hébergées devaient être relogées rapidement en HLM.

Cela n'a pas été le cas.

La Fasti assure les habitants sinistrés des Francs Moins de sa solidarité. Elle demande que la lumière soit faite sur la responsabilité de ceux qui ont conçu la construction de cette cité. Elle dénonce le maintien des familles immigrées dans les cités de transit.

Paris, le 25 avril 1978.

SONACOTRA CEDERA !



LE COMITÉ DE COORDINATION
DES FOYERS SONACOTRA
appelle tous les travailleurs
à manifester le 1er Mai

SONACOTRA CEDERA !
VIVE LE COMITÉ DE COORDINATION !
TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS
UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE !

RASSEMBLEMENT à 13 HEURES
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE
Angle boulevard Voltaire

A l'occasion du 1er mai, les comités de résidents des trois foyers Sonacotra de Metz et de Woippy ainsi que le comité de soutien de Metz ont décidé de participer à la manifestation syndicale. Dans les deux foyers de Woippy, la grève des loyers est suivie à 90 % et à 40 % au foyer de Metz. Une grève qui se maintient avec vigueur malgré les tentatives de sabotage et de division orchestrées par certains gérants.

STRASBOURG
MEETING AVEC LES FOYERS SONACOTRA
EN GREVE

— Pour renforcer la lutte
— Contre la répression et les expulsions avec le
Comité de coordination des foyers Sonacotra en
grève.
Musique arabe et turque — Film — Buvette —
Sandwichs — etc.

Samedi 6 mai à partir de 7h
Salle de l'ACFT
Rue des Fossés des Treize
(Derrière le tribunal)

FETE

de la JEUNESSE en LUTTE

DIMANCHE 30 AVRIL
de 15h à 22h
Château de Hermillegue
LA VISTE, MARSEILLE NORD

Programme:
15h, Chanson, Sketch,
galerie, podium,
16h30, Forum,
18h, Meeting:
"La jeunesse et la lutte"
20h, Dîner et
musique populaire.

Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste de France

• Orléans

La lutte des hospitaliers continue

Communiqué de la cellule Olga Bancic du PCMLF

Les hospitaliers d'Orléans et la Source en sont à leur 50ème jour de grève et ils sont toujours aussi déterminés à obtenir leurs légitimes revendications.

Depuis le début, ils ont trouvé des formes variées de lutte et de popularisation, les voici :

— Trois journées « portes-ouvertes » sur l'hospice qui ont été interdites par la direction mais qui se sont tenues quand même, et la télévision régionale était présente à l'une d'elles ; plusieurs manifestations en ville avec distribution de tracts ; une soirée de popularisation à l'intérieur de l'hôpital (également interdite où un constat d'huissier s'est tenu car nous étions passés outre), un gala de soutien avec un orchestre antillais et la chorale révolutionnaire « Germinal » ; un meeting régional des hôpitaux ; une manifestation à Paris, au ministère de la Santé dans le cadre d'une journée nationale d'action où les fédérations CGT et CFDT n'avaient rien fait pour mobiliser et s'étaient fait critiquer par les hospitaliers présents ; une manifestation à l'inauguration de la foire-exposition d'Orléans avec également un stand pour expliquer notre lutte ainsi que des distributions de tracts

sur les marchés.

Au niveau des formes de grève, nous appliquons le service minimum, c'est-à-dire que nous assurons la sécurité des malades, mais cette forme de grève, au bout de 50 jours ne peut pas réellement être appliquée car nous sommes dans un hôpital, il y a des malades et il faut en tenir compte. Nous employons la grève administrative : dans les services, nous détachons les talons de bons d'examen pour qu'ils ne soient pas comptabilisés et nous faisons des bons de consultation « sauvages » pour rendre les consultations gratuites.

Cette forme de grève est importante car elle touche directement aux caisses de l'État mais pour qu'elle soit efficace il faut que le personnel administratif y soit partie prenante et à Orléans et la Source cette forme de grève est en train d'être remise en cause par l'administration qui profite du fait que le personnel administratif n'est pas très mobilisé et isolé dans ses services.

Actuellement, la grève continue mais pendant un certain temps, il y a eu une légère démobilité due aux manques de perspectives que l'on offrait aux hos-

pitaliers.

Les directions syndicales représentées par les tenants de la gauche mettent en avant la revendication des 13 heures, revendication qui n'unifie pas l'ensemble des hospitaliers.

Qu'est-ce que les 13 heures ?

C'est une prime équivalente à 13 heures de travail. En 1968, dans les hôpitaux, la semaine de travail était passée de 43 heures à 40 heures avec diminution de salaire. Les hôpitaux parisiens se sont battus pour ne pas subir cette diminution de trois heures par semaine donc de 13 heures par mois. Cette prime est hiérarchisée puisqu'elle est basée sur le taux horaire de l'ASH... à la surveillante. C'est pourquoi, cette revendication n'est pas unifiante.

Par contre, le problème des effectifs, c'est-à-dire de l'embauche et de la titularisation des auxiliaires concerne tous les hospitaliers de France et c'est sur cette base qu'il faut étendre la mobilisation au niveau national.

Mais le problème c'est que les Ségué et autres Maire préfèrent aller discuter avec Barre et Giscard sur le dos des travailleurs plutôt que de mettre en

place une coordination des hôpitaux et les hospitaliers d'Orléans l'ont bien senti.

Il faut que nous nous battions sur deux fronts qui sont liés entre eux.

Premièrement, il faut renforcer la mobilisation sur l'hôpital, sur ce que demandent les hospitaliers : des effectifs. A ce sujet, nous avons fait un stand les jours de pointage à l'Agence nationale pour l'emploi pour que les chômeurs s'inscrivent au piquet de grève et aillent au bureau du personnel pour se faire embaucher par la direction qui développait l'argument que personne ne se présentait à l'hôpital. Quand les chômeurs se présentaient, on leur répondait qu'il n'y avait besoin de personne !

Nous allons continuer à faire inscrire des gens et nous ferons une action au niveau de la direction en rapport avec les comités de chômeurs.

Deuxièmement, il faut développer et renforcer la mobilisation au niveau national en impulsant une coordination des hôpitaux en lutte car jusque là, les fédérations n'ont rien fait et ne feront rien sauf essayer d'étouffer notre lutte.

Au CHRO, nous lutterons jusqu'à la satisfaction totale de revendications.

Manifestation de normaliens



Ce sont environ 1 500 normaliens et normaliennes qui ont manifesté, mercredi, à Paris, de la place Denfert jusqu'aux abords du ministère de l'Éducation nationale. Aux cris de « Même Beullac, même combat » (Beullac est le nouveau ministre de l'Éducation nationale), ils exigeaient que soient satisfaites les revendications pour lesquelles ils se battent depuis bientôt deux mois. En particulier, ils demandent d'être nommés sur des postes fixes à l'issue de leur formation d'instituteurs.

De nombreuses délégations de province participaient à la manifestation qui était organisée par la Coordination nationale des écoles normales et le SGEN-CFDT.

A Aix-en-Provence, au même moment, une manifestation aussi nombreuse se déroulait devant le palais de justice pour exiger la relaxe d'un normalien inculpé et la levée des poursuites qui en frappent trois autres.

Les faits remontent au 30 mars, où une manifestation d'enseignants et d'élèves des écoles normales était réprimée violemment à coups de matraque. Trois manifestants, hospitalisés, étaient poursuivis pour avoir porté plainte et un quatrième était inculpé pour outrage à agent et rébellion. Finalement, il a été condamné mercredi à 500 F d'amende.

Une nouvelle coordination nationale des normaliens en lutte doit se réunir à Limoges, les 29 et 30 avril.



● Lorraine

La crise du textile



Le textile cotonnier reste encore le moteur de l'économie vosgienne.

Le groupe Boussac qui emploie 11 000 personnes, dont 6 000 dans le seul département des Vosges, pourrait procéder à des licenciements, peut-être de 2 à 3 000 personnes.

Boussac fut l'un des hommes les plus riches d'Europe. Outre dix usines dans les Vosges, il possède un journal parisien, l'«*Aurore*», «*Paris Turf*», les haras de Jardy, un important patrimoine immobilier (3 000 logements dont, à Paris, des crèches, des maisons de retraite et des colonies de vacances, etc.).

Sur les 6 400 salariés vosgiens du groupe, sont menacés les 1 400 travailleurs de la Société industrielle Senones (SIS) et les 2 600 travailleurs de la Société des filatures et tissages de Momexy (TTN).

Jusqu'à présent, le groupe Boussac a pourtant complaisamment bénéficié non seulement des crédits du FDES (Fonds de développement économique et social) mais également d'une indulgence bienveillante de l'état bourgeois qui lui permet de ne pas payer les créanciers privilégiés que sont le Trésor et l'URSSAF.

Excedentaire de cinq milliards de francs en 1973, la balance commerciale du textile européen était déficitaire de 6,5 milliards de francs en 1976. En quatre ans, ont été supprimés, en Europe, 500 000 emplois et fermées 3 500 entreprises dans ce secteur. D'ici à 1985, dans l'industrie textile européenne, un travailleur sur trois risque de perdre son emploi.

Ce sont là les conséquences de la crise du capitalisme mondial, crise qui frappe durement le secteur textile pour deux raisons :

— Dans ce secteur, les entreprises sont émiettées, le capital est resté de type familial et n'est pas encore passé au capital monopoliste d'une part, et d'autre part, la concurrence internationale est très aiguë dans ce secteur.

Sous les coups de boutoir des importations, les petits capitalistes succombent et se font manger par les gros : les importations satisfont plus de 50 % des besoins textiles de la France et la croissance de ces importations se poursuivra dans les années à venir pour les filés

et les tissus de coton, malgré l'accord « Multifibre ».

La voie prise par les capitalistes est de restructurer ce secteur afin d'augmenter la compétitivité sur le marché mondial.

Trente mille suppressions d'emploi sont prévues dans le textile français, qui pourraient grimper à 60 000 si l'accord multifibre était remis en cause.

Dans les Vosges où se trouvent concentrés, dans les vallées de la Moselle et de la Meurthe, 30 % de la production française des filatures et des tissages, de nombreuses entreprises sont menacées de fermer dans l'industrie cotonnière proprement dite, mais aussi dans le textile synthétique (comme à Montefibre, à Saint-Nabord, qui emploie 620 salariés sur 1 000 en 1977, assurant actuellement depuis six mois une production réduite)...

... ET LA BONNETERIE

Par exemple, une entreprise de tissage employant 75 salariés, les Établissements Dreyer, au Thillot, a fermé ses portes.

Le patronat du textile réclame, pour ce secteur, un « plan textile », similaire au « plan acier » et très favorable aux gros capitalistes monopolistes, « plan textile » qui prendrait des mesures de soutien pour les entreprises « viables » et encouragerait les actions de reconversion et de diversification industrielle, en un mot, un plan de restructuration et de licenciements.

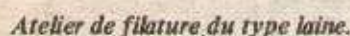
Pourtant, si elle n'est plus la mono-industrie des années 1950-1960, l'industrie cotonnière vosgienne représente encore 32 % des activités du département et occupe 47 % de la main d'œuvre féminine.

Depuis trois ans, elle perd en moyenne plus de 1 000 emplois féminins par an.

Les demandes d'emploi non-satisfaites dans le département s'élèvent déjà, officiellement, à 6 100 personnes. Près de 20 % de la population industrielle active vit du textile, parmi laquelle 22 % travaille chez Boussac...

Quant à Raymond Barre, il a mis au point, le 10 mars, de passage à Épinal, un véritable plan de sauvetage du capitalisme textile, portant atteinte aux intérêts vitaux des travailleurs en déclarant :

« Je puis vous donner l'assurance que tout sera fait en faveur de l'industrie textile vosgienne et des mesures de redressement seront prises. Mais ce n'est pas seulement le textile qui fera l'avenir des Vosges. Afin de rendre confiance en l'avenir économique, j'ai décidé, au dernier conseil interministériel d'aménagement du territoire, de placer les Vosges au rang des premières priorités pour l'élaboration d'un programme de développement cohérent et ambitieux (...). Il faut non seulement renforcer la compétitivité du textile vosgien, mais aussi créer des emplois de diversification, axés en priorité sur les ressources forestières ».



la France des luttes



Stolérú prépare la répression

NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES GREVISTES DE LA SONACOTRA



En consecuencia, el programa de ajuste de cuentas que el gobierno peruano está aplicando tiene un carácter de ajuste de cuentas de largo plazo. Por lo tanto, el programa de ajuste de cuentas de corto plazo que el gobierno peruano está aplicando en 1997 es un programa de ajuste de cuentas de corto plazo.

LORIENT
SAMEDI 11 FÉVRIER
Rassemblement régional
de l'Association

PARIS 19th
LES OUVRIERS DE PHYDOR
OCCUPENT
ASTYLE MAISON

DANS CE NUMERO
4 PAGES DE L'UNION
OUVRIERE ET PAYSANNE
POUR LA DEMOCRATIE
PROLETARIENNE

Ces 4 pages sont consacrées
à la question du peuple et
à l'émancipation sociale

Editorial

**Giscard : une
politique étrangère
incohérente**

[illegible]

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

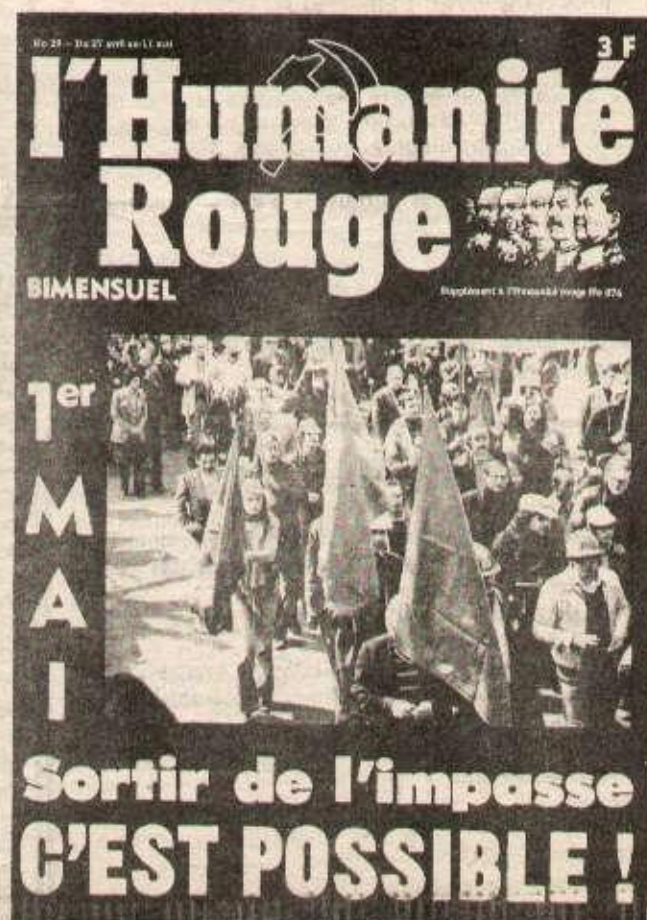
	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

Libellez vos chèques à :
APN-Editions
BP 279 - 75 886 Paris
Cedex 18

**Le n° 29 de l'Humanité rouge
bimensuel est paru**



Télévision

SAMEDI 29 AVRIL

A 18 H SUR A 2 — Ce jour-là, j'en témoigne — No 3 Hiver 40-printemps 41.

La troisième de cette série de 13 émissions parle de la création des premiers réseaux de résistance, des premiers sabotages, de l'apparition de la presse clandestine, de la grève des 100 000 mineurs dans le Nord. Dans le même temps, le gouvernement de Vichy multiplie brimades et persécutions notamment à l'égard des Juifs.

A 20 H 35 SUR A 2 — ÉMILE ZOLA OU LA CONSCIENCE HUMAINE.

No 1 : Un homme assez courageux.

C'est la première partie d'un film en quatre épisodes de Stelio Lorenzi, inspiré du roman d'Armand Lanoux. Zola était certes un écrivain bourgeois qui se préoccupait surtout de sa réussite littéraire. Mais il demeure cependant celui qui prit la tête d'une campagne contre le racisme, l'injustice et pour la liberté au moment de l'affaire Dreyfus qui, à la fin du 19e siècle, ébranla les partis politiques et les institutions. Réalisée dans un style reportage, cette émission de Lorenzi est excellente. La deuxième partie sera diffusée jeudi prochain 4 mai à 20 h 35.

DIMANCHE 30 AVRIL

A 22 H 40 SUR FR 3 — Cinéma de minuit : « Le cuirassé Potemkine ».

Ce film d'Eisenstein de 1925, raconte la mutinerie des marins du cuirassé Potemkine en 1905, en liaison avec les ouvriers grévistes de la ville. Dans ce film, comme dans « La grève » que nous avons pu voir dimanche dernier, Eisenstein a cherché à mettre en avant le peuple révolutionnaire, refusant de privilégier certains personnages qui pourraient masquer ce qui, à ses yeux, est l'essentiel : l'action des masses. « Nous avons porté sur l'écran l'action de la masse collective en contraste avec l'individualisme et le « triangle » du cinéma bourgeois », disait-il. En 1958, à la confrontation de Bruxelles, il fut considéré comme « le plus beau film du monde ». Même si vous l'avez déjà vu, ne le manquez pas.

MARDI 2 MAI

A 20 H 35 SUR A 2 — LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN : 68 DANS LE MONDE.

Film de montage suivi d'un débat sur le thème : « un phénomène de société ». A partir des multiples reportages tournés en 1968, aux quatre coins du monde, il y avait de quoi faire une fresque passionnante sur cette année qui marqua l'histoire de notre siècle. Au lieu de cela, Pierre Cardinal nous livre une suite de documents collés les uns aux autres, agrémentés d'un commentaire insignifiant et de quelques citations de vedettes. Et le comble : Mai 68 en France n'est vu que comme une simple révolte étudiante sans parler une seule fois du mouvement de grève qui ébranla le pouvoir. Pour corser le tout, les participants au débat dont les noms nous sont actuellement communiqués sont : un professeur de philosophie allemand, un professeur de sociologie italien, et Alain Krivine ! En regardant cette émission, vous apprendrez au moins comment la bourgeoisie écrit l'histoire, ce n'est peut-être pas inutile.

A 20 H 30 SUR FR 3 — UN JOUR, LA FÊTE (film de M. Fugain et P. Sissier - 1975)

Il s'agit d'une comédie musicale à l'humour facile mais corrosif. Cela se passe dans une banlieue de HLM où les gens sont entassés et s'ennuient. Une bande de jeunes s'y oppose à quelques « racistes anti-jeunes » et à un député-maire assez ridicule. Michel Fugain et le Big Bazar animent ce film avec beaucoup de dynamisme.

TOUS LES JOURS A 18 H 25 DE MARDI A VENDREDI SUR TF 1.

1, rue Sésame — Émission éducative pour enfants. Nous consacrerons une page-dossier dans un de nos prochains numéros à cette nouvelle série.

Demande de contact

— Parce que j'aspire à combattre fermement le capitalisme et refuse les fausses solutions des partis de gauche ;

— Parce que je désire participer à l'édification du parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Profession

Informations générales

Il avait piégé sa villa contre les voleurs

● Résultat : 1 mort, 1 blessé grave

● L'association « Légitime défense » en cause

Lionel Legras, un garagiste de Villenaux-la-Grande, dans l'Aube, a comparu mardi devant le tribunal de Troyes pour homicide et blessures involontaires. Sa maison de campagne ayant été cambriolée une douzaine de fois, il l'avait piégée en installant un transistor, transformé en bombe, dans une armoire de sa villa. Une treizième fois, des voleurs avaient opéré chez Legras et la machine infernale avait fonctionné, tuant l'un des voleurs, blessant le second qui a perdu un œil dans cette affaire.

La police aurait eu vent elle-même de l'affaire, car Legras avait annoncé autour de lui, et en particulier au maire, son intention de punir les voleurs s'ils recommençaient à visiter sa villa.

Plusieurs autres habitants de la région auraient, paraît-il, fait comme lui. Tout ceci s'est passé pendant la campagne du pouvoir visant à créer une psychose de peur. Legras, cambriolé douze fois, avait donc décidé d'en finir avec les voleurs par des moyens radicaux. Son transistor piégé était une véritable bombe. Devant le tribunal, il dira ne pas avoir eu l'intention de tuer, ce que le bricolage du transistor permet de mettre en doute.

DERRIÈRE CETTE
AFFAIRE :
L'ASSOCIATION
« LÉGITIME DÉFENSE »

Mais le principal aspect de cette affaire est que l'association dite de « Légitime défense », créée par des magistrats et des policiers, en particulier, qui prônent la manière forte contre les voleurs et l'organisation de

milices privées armées, a sauté sur cette affaire pour se faire de la publicité.

Elle semble avoir mené campagne. Une pétition a circulé dans la région de Villenaux, réclamant l'acquiescement de Legras. Elle a recueilli plusieurs milliers de signatures. Le défenseur de Legras est un fondateur de cette association « Légitime défense ».

Le premier témoin qui se présentera à la barre est animateur d'un comité de défense Legras et conseiller général. Il fait l'éloge de celui-ci et nargue le tribunal en déclarant : « Je connais le cas d'un voleur qui a été défiguré par un engin et qui attend le verdict de ce procès pour savoir s'il déposera plainte et demandera des dommages et intérêts à sa victime ». Tout l'art des témoins et de l'avocat de Legras sera de faire de lui la victime et donc de faire approuver la « légitime défense ». Le deuxième témoin est François Romerio, ancien président de la Cour de Cassation de l'État, créateur et président de l'association « Légitime défense ». Cet

individu, ancien haut magistrat, approuve ce qu'a fait Legras, ce qui est tout de même curieux pour quelqu'un qui a été chargé d'appliquer la loi à un poste très élevé.

La comparaison que prend Romerio pour montrer que Legras n'a finalement rien à se reprocher est celle-ci : « En temps de guerre, si un commandant de deux armées fait poser un champ de mines entre les deux camps, il n'est pas un criminel de guerre ». Donc, Legras n'est pas un criminel. Pour Romerio, c'est la guerre entre les honnêtes gens et les voleurs. Cette phrase est, en tout cas, significative. La meilleure justice pour le témoin, c'est celle qu'on fait soi-même, si possible avec un fusil, et elle est d'autant meilleure qu'elle fera des morts.

On voit que ce procès n'est pas celui d'un simple petit garagiste de l'Aube. Derrière lui, se profile cette association qui veut substituer le meurtre à la justice officielle et dont les thèses, au fond, justifient, par exemple à la limite, qu'un ancien légionnaire de Joinville-le-Pont tire sur un enfant pour un ballon qui était tombé dans son jardin.

Derrière l'affaire Legras, se profile aussi l'utilisation de méthodes de plus en plus employées par la police et qui consistent à tirer sur le moindre petit voleur pris en flagrant délit. Au nom de la lutte contre la délinquance, il s'agit de recourir à un terrorisme policier, ou non, qui n'a aucun rapport avec ce contre quoi il prétend lutter. Le jugement sera rendu le 24 mai.

● Bordeaux

Quatre républicains espagnols
arrêtés.

Un militant basque expulsé

Le 14 avril à Bordeaux, quatre militants républicains espagnols sont arrêtés. Ils sont accusés d'association illicite, et, pour l'un d'entre eux, de détention d'armes.

Le 14 avril, c'est l'anniversaire de la IIe République espagnole. En Espagne, malgré l'interdiction de Juan Carlos des dizaines de milliers de personnes manifestent à l'appel de la Convention républicaine des peuples d'Espagne. Plus de cent militants de la Convention républicaine sont arrêtés et tous les locaux de l'organisation sont fermés.

Après de nombreuses extraditions, dont la plus connue est celle de Klaus Croissant, c'est le tour le 17 avril de Vicente Aldabur-Larragnaga, militant de l'ETA, blessé, livré à la police espagnole, deux des quatre républicains espagnols risquent aussi l'expulsion.

Mobilisons-nous : Pour empêcher ces nouvelles expulsions et exiger la libération immédiate des quatre républicains espagnols ; pour dénoncer ces nouvelles atteintes aux droits des étrangers ; pour lutter contre toute restriction des libertés en France.

MEETING VENDREDI 28 AVRIL
5, RUE LA CASES (musée social) Mo Solférino

Répression au 39e RI de Rouen

Des soldats se sont organisés pour faire signer une pétition exigeant :

- Les voyages gratuits sur simple présentation de la carte militaire.
- Déduire la durée des voyages pour les permissions.

Cette plate-forme revendicative a été signée par 1 500 soldats pour l'instant et rendue publique depuis deux semaines. L'enquête de la sécurité militaire a commencé ouvertement la semaine dernière.

En particulier, à Rouen, au 39e RI, une trentaine de soldats ont été interrogés par la SM et deux soldats ont été emprisonnés. L'un d'entre eux a été libéré pour le week-end. Cette répression jointe de menaces physiques de la part de la SM a provoqué parmi les appelés un très fort courant de sympathie pour les prisonniers et le mouvement prend maintenant un caractère de résistance face à la SM. Les soldats tiennent ainsi ensemble à défendre leurs libertés élémentaires (droit d'expression, droit d'action collective) et luttent pour que des droits légitimes soient accordés. C'est une action qui n'est pas parachutée, qui répond à l'aspiration de nombreux soldats et qui n'a aucun caractère antimilitariste. Et nous devons nous opposer à la répression qui s'abat sur certains.

Papinski attaque
en justice le recteur
de l'académie

Radié en 1975 de l'Éducation nationale, avec complicité de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN), Jacques Papinski a entrepris depuis, une longue lutte pour sa réintégration. Il a effectué au cours de l'hiver 75-76 une longue grève de la faim et a publié un pamphlet « Le boui-boui » dans lequel il attaque le système de l'inspection auquel sont soumis les enseignants. La raison de sa radiation de l'enseignement est sa lutte contre l'inspection.

Elle lui a valu tout d'abord de ne pas être admis à la titularisation de professeur d'anglais. A la suite de la publication du « Boui-Boui », il fut radié de l'Éducation nationale par le tribunal administratif. Les représentants syndicaux de la Meurthe-et-Moselle avaient

voté un avis favorable pour la révocation.

Depuis, les directions syndicales de la FEN et du SNI (Syndicat national des instituteurs) n'ont rien fait pour sa réintégration, bien au contraire.

Jacques Papinski a annoncé au cours d'une conférence de presse le mercredi 26 avril, qu'il allait avec son avocat Maître Leclerc poursuivre en justice le recteur de l'académie de Nancy.

Il accuse celui-ci d'avoir fait pression sur le tribunal administratif qui, le 29 janvier 1976, avait décidé la révocation de Papinski dans son poste. Or, presque deux mois auparavant, le recteur avait annoncé publiquement sa décision de révoquer Papinski, ce qui constitue une pression sur le tribunal administratif auquel revenait la décision.

La France de 68 (2)

Interview de Alain Delale et Gilles Ragache auteurs du livre: «La France de 68»

A. Delale

Beaucoup de gens ont l'impression qu'après mai, tout est redevenu comme avant et qu'après la « Communion révolutionnaire » chacun est rentré chez soi. Cela n'est pas vrai partout. Si l'on prend les relations étudiants-ouvriers par exemple, les liens ont été parfois extrêmement étroits. Non seulement les étudiants entraient dans les usines, mais participaient aux comités de grèves, faisaient des comités de vigilance mixtes ouvriers-étudiants comme à Besançon. Dans ces cas-là, si cette unité était poussée c'est qu'il y avait eu déjà des relations au cours de grèves antérieures en 66-67, comme à Caen où les étudiants et ouvriers se connaissaient déjà.

G. Ragache

L'exemple de Boulogne-Billancourt où les étudiants ont trouvé devant eux les portes fermées, exemple qui a été érigé en symbole, sans être une exception ne reflète pas la vérité.

Globalement, prendre Renault-Billancourt comme cela a été fait massivement par la presse et la radio comme symbole de l'échec de la liaison ouvriers-étudiants, c'est vouloir se rassurer, mais c'est faux. On peut le démontrer à Caen, à Saint-Nazaire, en d'autres endroits. A Rive-de-Gier, en juin, des étudiants viennent présenter des films dans une usine. A Besançon, les cantines étaient ouvertes aux ouvriers et vice-versa.



(Le comité central de grève organise un déchargement de victuailles offertes par des paysans. Ici à la CCG d'Angers.)

A. Delale

Les cheminots de Besançon ont ouvert la salle d'attente de 2e classe pour que les étudiants puissent venir en permanence.

Ils invitaient aussi les ouvriers des autres boîtes. Tout ceci pour rompre l'isolement. Dans beaucoup de villes, au moment des mises en grève des 18-20 mai, les ouvriers des premières boîtes en grève comme à Besançon et à la Rhodia, vont dans les facultés. Les étudiants vont à la Rhodia et ensuite, les deux font le tour de la ville et déclenchent la grève dans sept autres boîtes. Les liens se maintiendront ensuite à l'échelle de toute la ville, ce qui explique que ces groupes organisés aient pu durant la grève prendre en main la gestion de la ville.

Q - Dans « La France de 68 », vous mentionnez des villes où l'organisation du ravitaillement a été prise en main par les grévistes ?

G. Ragache

Ils se sont trouvés devant un état de fait. Quand il n'y a pas d'eau potable, plus de transport, plus rien qui marche, il faut bien assurer le minimum. Alors on a assuré l'eau potable, l'électricité et un certain nombre de choses. Dans les villes particulièrement isolées et où les grévistes étaient forts, ils ont été amenés à pratiquement prendre en main la gestion quotidienne. Il y a une capacité d'organisation des ouvriers qui est immense. A Reims, ils arrivaient à distribuer chaque jour par un système de volontariat, 10 000 litres de lait par jour, ce qui suppose qu'on aille collecter le lait à la campagne, qu'on le conditionne et qu'on le distribue tous les jours.

C'est quand même un degré d'organisation rare. C'est la même chose pour les monnaies syndicales dont on trouve des exemples assez nombreux dans le Nord, le Nord-Ouest de la France et le Languedoc. Ces expériences restent néanmoins diffuses.

A. Delale

On trouve ces expériences dans des villes moyennes et non dans des grandes villes telles que Paris, Marseille, Lille, etc. Par contre, même dans les grandes villes, on a trouvé des formes d'organisation ouvrières



A Renault Billancourt, les étudiants ne sont pas rentrés dans l'usine. Une exception plutôt qu'un symbole.

touchant la nourriture et la santé.

Par exemple, à la Ciotat, il y a eu la monnaie syndicale et municipale mais qui n'était constituée que de bons de consultation chez les médecins et les dentistes et dans les pharmacies.

G. Ragache

Dans la Nièvre ou la Somme, il y a eu des exem-



ples de bons valables sur tout le territoire de la commune et chez n'importe quel commerçant. C'était des bons pour telle somme d'argent, 100 F par exemple.

Les commerçants se faisaient rembourser soit par les commerçants, c'est le cas

le plus rare mais il existe, par la municipalité quand elle était de gauche, par les deux à la fois ou par même des comités de grève d'une très grande boîte qui garantissait la valeur, le remboursement des bons. Cela supposait un certain degré de confiance et un rapport de force.

Q - N'a-t-on pas une idée relativement fautive de ce qui s'est passé à Paris et ce qui s'est passé en province, car il semble d'après votre livre qu'on a de mai-juin 68 une vision trop « parisienne » ?

A. Delale

L'image donnée de mai à l'époque même était donnée par la radio (la télé était en grève). Tout le monde était suspendu à son transistor et les journalistes de la radio avaient une vision très parisienne des choses par obligation. Comme personne ne parlait de ce qui se passait par exemple à Arras le 6 juin, sauf les gens d'Arras, personne ailleurs, ne savait ce qui s'y était passé. L'idée spontanément répandue est qu'en province, il ne se passait pas grand-chose. Or, en bien des endroits et bien des moments et sur bien des aspects, non seulement la province devance Paris, mais elle se lance dans des types d'actions qu'on ne retrouve pas à Paris. Par exemple, la mon-

naie syndicale, des comités centraux de grève, etc. On n'en trouve pas à Paris et pour cause, pour certaines actions.

G. Ragache

Là, il est difficile de faire la part du délibéré et du non-délibéré dans l'ignorance de certains faits qui se sont déroulés en province.

Je soupçonne qu'au niveau syndical, par exemple, des informations ont été bloquées. La CGT ne pouvait pas ne pas savoir que des usines étaient déjà en grève au début du mouvement ou l'étaient encore quand il fallait pour elle ne plus l'être.

On a l'exemple très net de la reprise des cheminots où la CGT délibérément a lancé le mot d'ordre faux : « Ailleurs, on a repris, alors pourquoi pas vous ». Ce que dit Alain est vrai pour les mass-media, c'est peut-être moins évident en ce qui concerne les partis politiques qui pouvaient avoir le désir de dire aux plus décidés de continuer et aux autres : « Oui, vous vous êtes décidés à poursuivre, oui mais il faut voir ailleurs » et de donner des exemples comme « en Alsace tout le monde a repris, en Savoie aussi ». Les dirigeants syndicaux donnaient toujours les mêmes exemples de la province, ceux où les choses étaient le plus calme relativement comme l'Alsace et la Savoie et qui étaient loin de refléter la situation générale.

